

SUR LA PRÉTENDUE ADHÉSION DES OUVRIERS PARISIENS AU COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE (*)

Nous venons de lire dans le n°253 (16 novembre 1873) de l'*Internationale* de Bruxelles, la réfutation promise par le prétendu G. Durand aux adversaires de l'alliance socialiste avec le Prince Napoléon (sic).

Jamais plus piteux arguments n'ont été mis au service d'une cause aussi malpropre.

Ainsi qu'on s'y devait attendre et comme tous ses congénères - les Tolain, les Langlois, les André Murat, les Fribourg, les Héligon et tous autres Darimon de même calibre - le digne compère de l'*Avenir National* n'a pas manqué de s'abriter derrière Proudhon, pour tenter de donner à sa misérable tentative quelque apparence d'intelligence et d'honnêteté.

Aussi débute-t-il par citer quelques extraits de *la Révolution sociale démontrée par le coup d'État*, livre publié par Proudhon, quelques mois après le 2 décembre, et en tête duquel l'éminent écrivain a placé cette épigraphe: «*Je n'écris pas contre qui peut proscrire*».

Mais, de ce que, dans cet ouvrage, Proudhon s'attache à démontrer que le coup d'État est une irréfutable preuve de l'impuissance des partis politiques bourgeois en même temps que de la nécessité de la Révolution sociale, s'ensuit-il qu'on en puisse inférer que Proudhon ait jamais tenté de pousser le prolétariat à se jeter dans les bras d'un césarisme quelconque? - Loin de là. Ce livre, au contraire, renferme en une vingtaine de pages la critique la plus vigoureuse et la plus complète qu'on ait jamais fait du système napoléonien.

Vraiment Proudhon, qui n'a jamais pu obtenir, tant elle était redoutée, de prendre sa plume de journaliste sous l'Empire; Proudhon qui ne put pardonner à Darimon ses honteuses culottes de cour; Proudhon disons-nous, serait étrangement surpris, s'il vivait, de voir un de ses prétendus disciples s'autoriser de son nom pour justifier les manœuvres bonapartistes de MM. Albert Richard, G. Durand et consorts!

En second lieu, M. G. Durand réédite dans sa réfutation et toujours pour en étayer le projet d'alliance, la vieille calomnie inventée dès juin 1848 par la séquelle des Pelletan, des Jules Simon, des Garnier-Pagès et autres misérables dont se compose encore la majeure partie des radicaux de Versailles, que les ouvriers de Paris étaient bonapartistes, ajoutant depuis que les mêmes ouvriers avaient acclamé le coup d'État du 2 décembre 1851.

Partant de cette belle donnée, le courtier en socialisme bonapartiste, nouvel Hugelmann, conclut de cette attitude supposée du peuple parisien en 1851 à la légitimité de la nouvelle alliance plonplonniste qui lui est offerte aujourd'hui.

Eh bien! Cette ineptie prouve tout simplement que ni M. G. Durand, ni ses pareils, n'ont vu goutte à ce qui s'est passé en 1851 et n'y ont par conséquent rien compris.

Sans doute, lors de l'élection présidentielle le. du 10 décembre 1848, il est vrai que le prolétariat parisien, en haine du général Cavaignac, si justement surnommé le *Boucher de juin*, a donné la majorité de ses voix à Louis Bonaparte.

(*) Titre donné par *Anti.mythes*.

Sans doute, trompé par les Girardin et autres faiseurs du même genre, dont les Portalis, les Albert Richard et les G. Durand ne sont que les plagiaires, le peuple de Paris a pris au sérieux les publications prétendues socialistes du major Laity, éditées sous le nom de Louis Bonaparte, et a contribué au succès de la candidature de ce dernier, dont l'élection était d'ailleurs assurée, grâce aux manœuvres des royalistes coalisés en sa faveur dans la France entière.

Mais de ce que le prolétariat parisien commit cette faute trop explicable du reste, s'ensuit-il qu'on puisse prétendre qu'il ait ensuite acclamé le coup d'État qui devait amener le *Second empire*?

Spéculant sur la mort de l'infortuné Baudin et battant depuis la caisse sur son cadavre, les républicains bourgeois de la *Législative* ont crié durant 20 ans que le peuple de Paris les avait trahis et avait refusé de se joindre à eux pour protester contre le coup d'État.

Comment en aurait-il pu être autrement? Fusillés, massacrés et embastillés sans merci par les républicains, en juin 1848, les travailleurs parisiens, désarmés en partie, mais cependant reconstitués en groupes assez sérieux, avaient voulu se lever le lendemain même du vote qui, le 31 mai 1851, portait une profonde atteinte aux droits politiques de la vile multitude, comme s'exprimait M. Thiers, le vieux benjamin actuel de ces mêmes républicains d'alors.

L'heure était propice; l'indignation était générale; que la *Gauche* eût montré quelque virilité et c'en était fait des prétentions monarchiques de tout genre. - Les gens de la *Gauche*, comprenant qu'ils seraient emportés du même coup, s'y opposèrent de toutes leurs forces, et rien ne put être tenté, grâce à leurs manifestes temporisateurs, c'est-à-dire à leur lâche reculade.

Au 2 décembre, la situation avait changé.

L'intervention des prolétaires parisiens dans la lutte, que les mesures militaires prises eussent rendue d'ailleurs absolument vaine, cette intervention ne pouvait avoir d'autres résultats que d'amener le triomphe de la coterie monarchique siégeant à la mairie du 4^{ème} arrondissement, où figuraient MM. Schœlcher, Tarnier et autres républicains de ce genre, et qui venait de prendre pour chef militaire le général Oudinot, créé duc de Saint-Pancrace par Pie-9, en récompense des coups qu'il avait portés en 1849 à la république romaine.

Dans ces circonstances, le peuple de Paris - celui qui se bat - se contente de hausser les épaules. Les représentants qu'on emmenait prisonniers, conjurant les ouvriers du faubourg Antoine de «*respecter la légalité*» (sic), ceux-ci laissèrent passer et ils firent bien.

Mais peut-on inférer de cette attitude que ces ouvriers acclamèrent l'impérialisme?

Il faut pour cela n'avoir pas entendu à cette époque les reproches virulents adressés au contraire par ces mêmes travailleurs aux membres de la prétendue *Montagne* qui, conduits par l'ambitieux Michel de Bourges, avaient fait, en repoussant la loi des questeurs (1), une véritable alliance avec les bonapartistes et avaient donné toutes facilités à ces derniers pour faire leur coup.

Donc, rappeler ces événements pour en étayer une aussi misérable thèse que celle soutenue par M. G. Durand, c'est témoigner ou d'une grande mauvaise foi, ou d'une ignorance absolue du caractère réel de ces mêmes événements.

Qu'après cela, ce monsieur nous vienne parler de sa personne, de son long dévouement à la cause des travailleurs, de la persistance avec laquelle depuis six ans ses adversaires l'abreuvent d'amertume; qu'il nous donne enfin «*rendez-vous, le fusil sur l'épaule, place de l'Hôtel de Ville*», ce sont autant de paroles inutiles et nous ayant tout l'air de n'avoir d'autre but que de «*rompre les chiens*».

M. G. Durand affirme en terminant sa réfutation, qu'il connaît les secrets désirs du peuple dont tous les aspirations tendent vers une alliance avec Plonplon, qui lui doit garantir le plein exercice du suffrage univer-

(1) La loi dite des *Questeurs*, parce qu'elle était présentée par MM. Baze et Degousée, alors questeurs de l'Assemblée, avait pour but, conformément à la Constitution, de réserver à l'Assemblée seule le droit de requérir la force armée. Comme cette loi était soutenue surtout par la droite et dirigée contre le président de la République, la *Montagne*, pour faire échec à la droite, se joignit aux bonapartistes et la loi fut repoussée. Ceci se passait dans les derniers jours de novembre 1851.
- Ou sait ce qu'il advint de cette fausse manœuvre de la *Montagne*.

sel. Nous ne nous arrêterons pas à discuter la valeur des affirmations de ce confident des secrets du peuple. Mais si le peuple de Paris désire tellement cette alliance avec le «*Prince Napoléon*», comment se fait-il donc que la campagne de l'*Avenir National* ait si piteusement avorté, ainsi que, dès avant sa suppression, ce journal a dû le constater en se plaignant d'avoir été mal compris?

Vraiment M. G. Durand joue de male chance!

Quant à ses jérémiades sur l'atteinte portée à sa considération par les critiques faites de ses correspondances bonapartistes, nous en sommes peu touchés, nous l'avouons, surtout en présence de sa réfutation.

Étant donné en effet qu'il eût été entraîné par seule légèreté à emboîter le pas à MM. Portalis et Albert Richard dans cette honteuse campagne, il n'avait qu'à le reconnaître simplement et en toute franchise.

Il persiste au contraire à patauger dans cette fange au risque de s'y engloutir. - Libre à lui, mais qu'alors il ne s'étonne pas du dégoût qu'il soulève.

Malgré le masque qui recouvre son visage à cette heure, la tache indélébile qu'il s'est volontairement imprimée, le fera toujours facilement reconnaître.

Gustave LEFRANÇAIS.
